Initiatives ministérielles

paix, a donné 1 p. 100 de plus que ce qu'ils avaient demandé. C'est assez fort, quand même.

Tantôt, j'écoutais le député d'Ottawa—Vanier. Évidemment, je le comprends, son électorat est formé de fonctionnaires fédéraux. Je comprends qu'il vienne à leur défense parce que ce sont ses électeurs, comme moi j'ai beaucoup de fonctionnaires fédéraux dans mon comté. Peut-être qu'au Québec, toute proportion gardée, monsieur le Président, c'est peut-être moi qui en a le plus, compte tenu qu'il s'agit d'un comté semi-rural et semi-urbain. Pourtant, je ne me mettrai pas à genoux devant les dirigeants syndicaux, l'Alliance de la Fonction publique dans ma région. Je ne me mettrai pas à genoux devant eux autres, parce que ce que je sais, c'est que ces gens-là sont pénalisés aujourd'hui. Et c'est vrai, vous savez que ce n'est pas drôle d'avoir 0 p. 100 d'augmentation, pour qui que ce soit.

Par contre, le président du Conseil du Trésor est arrivé avec une formule, compte tenu de la situation budgétaire du Canada, en disant que pour les employés qui sont dans les échelles plus basses de la Fonction publique, on va leur donner une somme de 500 \$. Et qu'est-ce que Daryl Bean a dit de cela? Ah 500 \$, *it's a slap in the face*. Cinq cents dollars, c'est comme une claque dans la face!

Monsieur le Président, avec le taux de chômage et d'aide sociale qu'il y a dans mon comté à Shawinigan, j'en connais des Québécois puis des Québécoises qui aimeraient cela avoir une claque dans la face de 500 \$ en provenance du gouvernement fédéral. Si on additionne cela aussi, combien de Canadiens! Moi je suis heureux que les fonctionnaires fédéraux aient droit, monsieur le Président, à toute une série d'avantages sociaux. Je ne suis pas jaloux de cela. Je considère qu'on les traite bien. Il faudrait peut-être que les dirigeants syndicaux sachent qu'au Canada il y a des millions et des millions de travailleurs qui n'ont absolument pas de plan dentaire payé à 100 p. 100 par le gouvernement, qui n'ont pas une pension entièrement indexée au coût de la vie.

Monsieur le Président, les fonctionnaires fédéraux ont une pension entièrement indexée au coût de la vie. Il s'agit d'un avantage monétaire pour lequel les contribuables canadiens vont payer pendant des années, des années et des années à venir. C'est tout de même raisonnable.

J'entendais le député libéral de la région d'Ottawa... parce que, actuellement, voyez-vous, comme la majorité des fonctionnaires fédéraux sont dans la région d'Ottawa, on n'est plus dans le *Quebec round* ou le *Canada round*. Aujourd'hui, c'est le *Ottawa round*. Vous avez vu cela, monsieur le Président, aujourd'hui, les députés de la région d'Ottawa sont tous là pour venir défendre les fonctionnaires et je les comprends d'une certaine façon.

Ils ont dit: Ah, parce que les libéraux étaient habitués de dépenser, voyons donc, le gouvernement fédéral

n'épargnera pas d'argent avec le déficit qu'on a en couplant un peu dans la Fonction publique. Mais pour les gens de Shawinigan et les gens de mon comté, monsieur le Président, des millions et des milliards de dollars sont des sommes qui méritent considération. Le plan de contrôle des salaires de l'actuel gouvernement va permettre au Trésor fédéral d'économiser 675 millions de dollars cette année, puis environ 3 milliards 500 millions sur cinq ans. Ce n'est peut-être pas grand chose aux yeux du député de Glengarry—Prescott—Russell, car quand il était au pouvoir il dépensait.

M. Boudria: Je n'étais même pas ici.

M. Pronovost: Ah, mais tu étais là en pensée, quand même. Tu te promenais dans les autobus, hein, puis tu écoutais ce que les députés disaient. À ce moment-là tu conduisais l'autobus, puis tu étais un employé de la Chambre des communes. Donc, tu savais ce qui se passait. Déjà Libéral de coeur!

Monsieur le Président, pour les Libéraux, une économie de 3 milliards 500 millions de dollars par année cela n'est pas grave. Mais pour le citoyen de Saint-Boniface, dans ma circonscription, savoir qu'avec le plan actuel, sur lequel tous les députés, les ministres, les gens de la GRC, tout le monde sans exception sera impliqué, qu'on réussisse à sauver 3 milliards 500 millions, les gens de chez nous se disent: Bon, bien ce gouvernement-là au moins prend acte de la situation.

On va aller même plus loin. Tantôt, j'écoutais des députés libéraux qui disaient: Ah, les syndicats qui ont accepté les offres 0-3-3, parce qu'il y en a tout de même quatre ici au gouvernement fédéral, ce sont des syndicats qui se sont mis à genoux devant le gouvernement fédéral.

C'est curieux, mais je vais prendre l'exemple de la province de Québec. Dans les six premiers mois de l'année, au Québec, les syndicats de la Fonction publique, sans faire la grève, ont signé une entente—il n'y a pas eu de grève—pour une augmentation salariale de 0 p. 100. Et même le camarade Gérald Larose de la Confédération des syndicats nationaux a signé le document avec le président du Conseil du Trésor du Québec, M. Daniel Johnson. Puis le président de la CSN, le syndicat le plus militant, non pas seulement au Québec, mais au Canada, Gérald Larose a dit: Cela ne fait pas notre affaire, mais le gouvernement du Québec n'a pas le choix parce que dans le secteur privé, il y a des travailleurs qui doivent faire des sacrifices et nous autres les fonctionnaires à Québec, il faut faire la même chose.

Fernand Daoust de la FTQ a dit la même chose, puis Lorraine Pagé de la CEQ, la Centrale de l'enseignement du Québec, a dit: On n'aime pas tellement ça, mais il faut comprendre que le gouvernement du Québec a une situation budgétaire qui a un impact sur tous les citoyens du Canada, puis ils ont signé. Ils n'ont pas brisé quoi que ce soit nulle part, ils ont signé. En Nouvelle-Écosse, un gel que le gouvernement de la province a accepté à 0 p.